Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Dissuasion-nucleaire-Le-debat-est-lance

7 juillet 2014

Dissuasion nucléaire. Le débat est lancé

Source : Le Télégramme

https://www.letelegramme.fr/france/dissuasion-nucleaire-le-debat-est-lance-07-07-2014-10246738.php

Dissuasion nucléaire. Le débat est lancé

7 juillet 2014 / Catherine Magueur /

Photo Claude Prigent

Quel avenir pour la bombe ? Il n'y a jamais eu de débat contradictoire sur la dissuasion nucléaire, alors que l'arme nucléaire existe en France depuis plus de 50 ans ! La Commission de la défense a auditionné des « pro » et des « anti ». De l'inédit. Le Télégramme a pu se procurer la copie.

Les écologistes avaient déposé un amendement exigeant la suppression de la dissuasion nucléaire lors de débats sur la loi de programmation militaire. Il a - sans surprise - été rejeté mais a révélé une demande de débat contradictoire. La présidente de la commission de la Défense, Patricia Adam, a décidé de lancer une série d'auditions qui touchent à tous les aspects de la dissuasion nucléaire. Le résultat ? Un recueil que chacun pourra consulter dès aujourd'hui. Passionnant. Ce que l'on peut entendre : la guerre froide est loin, les citoyens ne voient pas de menaces qui nécessiteraient l'utilisation de la bombe. De plus, la dissuasion - un gros budget - fait des envieux, dans le contexte de rigueur.

« Un outil cohérent »

Qu'en est-il ? « Nous disposons d'un outil adapté cohérent et optimisé », a déclaré Pierre de Villiers, le chef d'état-major des armées. « La dissuasion nucléaire est aussi pertinente au XXIe siècle, qu'elle l'a été au XXe », assure-t-il. Les deux composantes (aérienne et océanique) sont, selon lui, complémentaires. Abandon de la dissuasion, suppression d'une composante pour faire des économies : le général de Villiers est persuadé que cela ne profiterait pas à l'armement conventionnel.

Cinq euros par mois et par Français

L'amiral Rogel, chef d'état-major de la marine est clair : la dissuasion est une stratégie politique avant d'être un outil militaire. Une chose est sûre selon lui : la dissuasion doit être crédible. « Si elle ne l'est pas, elle ne dissuade pas », dit l'amiral. Pour bien dissuader, il faut la permanence à la mer, ce qui signifie au moins quatre SNLE. L'amiral Rogel donne un calcul « simpliste mais nécessaire » : « Si l'on ramène le coût annuel de l'agrégat nucléaire, qui est de 3,5 milliards d'euros, au nombre de notre population, le coût de la dissuasion est de cinq euros par mois et par Français. Est ce trop cher pour notre sécurité ? ». De l'inédit encore : la commission a auditionné les aumôniers en chef des armées, un rabbin, un imam, un pasteur, un évêque. Selon eux, cette arme « qui tue sans distinction » doit rester « hors normes ». Un ancien militaire, ancien pilote de chasse et pro-nucléaire pendant la guerre froide, a changé de fusil d'épaule : le général Bernard Norlain se fait le chantre d'un désarmement nucléaire « général - multilatéral, progressif et contrôlé ».

Un « obstacle à la paix »

Jean-Marie Collin, auteur de « Arrêtez la bombe » s'interroge : « Pourquoi le débat est-il bloqué ? Quelles sont les économies possibles et l'utilité des armes nucléaires ? Qu'en est-il de l'obligation du désarmement et de l'élimination de ces armes ? ». La France qui a signé le TNP, le Traité de non-prolifération, « ne respecte pas, dit-il, ses engagements ». En fait, selon lui, « l'arme nucléaire est un obstacle à la construction d'un véritable monde de paix ». Le recueil des auditions ne présente ni synthèse, ni conclusions. Un seul constat : celui de la présidente, qui dans l'avant-propos souligne que « le monde d'aujourd'hui n'est pas moins dangereux ni moins incertain que celui d'hier » et que « la vocation de notre outil de dissuasion demeure ». Le débat est lancé.